

---

# INTRODUCTION

## APPROCHES SOCIOLOGIQUES

### DES MIGRATIONS DE ET DANS LA RÉGION

### MENA : ALGÉRIE

---

*Philippe ADAIR\**, *Mohamed Saïb MUSELLE\*\**  
*et Alia FAKHRY\*\*\**

Les débats sur la migration continuent de mobiliser les opinions publiques des pays européens et méditerranéens, dont les intérêts et les politiques migratoires ne convergent pas nécessairement.

Les crises économiques, politiques et sécuritaires que traversent de nombreux pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), mais aussi les larges diasporas installées dans le reste du monde, alimentent les projets d'émigration.

Selon les estimations des Nations Unies, les pays de destination varient : près de la moitié des émigrants originaires d'Afrique du Nord ont choisi l'Europe comme destination, contre 22% des émigrants issus du Machrek et 17% pour ceux originaires des pays du Golfe (UNDESA 2020 ; Zapata-Barrero *et al.* 2024).

Bien que la fuite des cerveaux constitue un enjeu important (Hadibi et Musette 2023), les gouvernements de la région MENA tentent de capitaliser la manne que représente l'émigration. Les envois de fonds ont été la principale source de flux de ressources extérieures pour la région MENA

---

\* ERUDITE, Université Paris-Est Créteil, France. Email : [adair@u-pec.fr](mailto:adair@u-pec.fr)

\*\* IRISCO, Alger, Algérie. Email : [saibmusette@gmail.com](mailto:saibmusette@gmail.com)

\*\*\* Conseil allemand des Affaires Etrangères, Berlin. Email : [fakhry@af.dgap.org](mailto:fakhry@af.dgap.org)

(61 milliards de dollars en 2023), dépassant la somme des investissements directs à l'étranger (IDE) et de l'aide publique au développement (APD) depuis 2010. Les transferts de fonds vers la Jordanie représentant 9,9% du PIB du pays, atteignant 27,5% du PIB et plus de 80% de l'ensemble des flux de ressources extérieures (somme des transferts de fonds, des IDE et de l'APD) au Liban (Ratha *et al.* 2023).

Selon les données de l'*Arab Barometer* (2023), le désir d'émigration augmente avec le niveau de diplôme. Il est d'autant plus fort parmi la tranche d'âge des 18-29 ans qui sont en général deux fois plus enclins au départ que les plus de 30 ans, et chez les hommes qui sont aussi plus enclins au départ que les femmes, bien que cet écart tende à se réduire.

Dans un contexte de chômage particulièrement élevé pour les jeunes (jusqu'à 40% en Jordanie), l'émigration ouvre aussi de nouvelles perspectives d'emploi, spécialement pour les plus diplômés qui souffrent d'une inadéquation entre leurs compétences et les demandes du marché du travail domestique. Plusieurs initiatives financées par les bailleurs européens tentent de redynamiser la migration du travail entre les deux rives de la Méditerranée. De nouveaux modèles de partenariats pour la migration du travail émergent visent à réduire l'impact négatif de l'émigration, telle que la fuite des cerveaux, et à combler les besoins de main d'œuvre dans les pays de destination via des solutions de migration circulaire ou via un soutien aux institutions de formation professionnelle dans les pays d'origine.

La question des données sur les migrations alimente un débat controversé dans les pays hôtes européens, comme dans les pays d'origine (Fargues *et al.* 2021). Plusieurs institutions recueillent et fournissent des données, mais celles-ci s'avèrent insuffisantes en ce qui concerne les tendances, les catégories de flux et de stocks (p. ex., réfugiés par rapport aux étudiants), les enjeux d'offre et de demande sur le marché du travail, les caractéristiques du capital humain qui s'exporte et les motivations distinctes des migrants (changement climatique par rapport à l'amélioration du bien-être).

Ce numéro est principalement consacré aux approches sociologiques des migrations dans la région MENA. Il comprend cinq articles dont la plupart étudient le cas de l'Algérie.

L'article de Sofiane TOUMI s'attache aux *Déterminants de l'émigration internationale : étude appliquée à la région MENA*.

Il analyse les facteurs qui influencent l'émigration dans la région MENA. L'hypothèse majeure repose sur l'existence d'une relation négative entre le niveau d'éducation et l'émigration. L'étude économétrique mobilise la base de données du département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, s'étend sur 20 ans (2000-2019) et couvre sept pays : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte, Liban, Jordanie. Les résultats montrent que le chômage et l'inflation entraînent la perte du pouvoir d'achat et sont les principales motivations à l'émigration. Contrairement à l'hypothèse retenue, le niveau d'éducation exerce une influence positive sur la probabilité d'émigrer.

L'article de Zahir HADIBI, Yasmine MUNETTE et Sonia KHERBACHI examine les *Intentions de migration des diplômés de l'Université de Bejaia (Algérie)*.

Là encore, la question posée est celle des facteurs et des déterminants de l'intention de l'émigration des étudiants et diplômés universitaires algériens, notamment de la ville de Bejaia. Une analyse globale de la région MENA exploite les données d'un sondage récent du Baromètre Arabe. Puis, l'approche mésosociologique met l'accent sur le départ des diplômés du supérieur en Algérie. Enfin une analyse microsociologique mobilise les données d'une enquête par questionnaire sur un échantillon de 474 étudiants de l'Université de Bejaia. Les résultats montrent une intention de migration planifiée et forte et d'un départ vers diverses destinations dont les déterminants sont multiples.

L'article de Idir SMAÏL et Nabil LEFFAK porte sur *l'Impact de la naturalisation et des canaux informels sur les transferts de fonds vers l'Afrique du Nord : focus sur l'Algérie*.

Il examine les tendances et les défis associés aux transferts de fonds migratoires vers l'Afrique du Nord, en mettant en lumière le cas de l'Algérie. Il s'interroge les effets potentiels de la naturalisation des migrants sur les transferts de fonds. L'analyse considère successivement : (i) l'impact de la naturalisation des migrants et du canal informel (*Hawala*) sur les envois de fonds ; (ii) le profil des bénéficiaires des transferts en Afrique du Nord et leurs niveaux de confiance dans le système bancaire ; (iii) l'évolution récente des transferts vers l'Afrique du Nord. Les résultats démontrent que plus les migrants se naturalisent (adoptant la citoyenneté, du pays d'accueil), moins ils effectuent de transferts vers leur pays d'origine, et que les transferts par le canal informel recouvrent un volume incommensurable.

L'article de Mohamed Saïb MUNETTE, Hocine LABDELAOUI et Karim KHELFAÏNE s'attache aux *Migrations irrégulières des subsahariens en Afrique du Nord : le cas de l'Algérie*.

La présence des migrants subsahariens en Algérie a pris forme historiquement avec l'établissement de liens familiaux entre les communautés touarègues et l'installation de populations subsahariennes dans les villes du Sud algérien. Elle a évolué, dès l'indépendance, avec la mise en œuvre des projets d'urbanisation du Sahara. Cela a entraîné une diversification des flux et une redéfinition des projets migratoires. L'article analyse les effets de cette évolution des flux migratoires vers l'Algérie, développe une théorisation de ces migrations et présente un examen approfondi du dispositif juridique algérien. Une mise à jour de la tendance de ces migrations est proposée sur la base des données d'une enquête par questionnaire auprès de 505 travailleurs migrants subsahariens, réalisée en 2022, en Algérie. Des changements sont observés par rapport aux résultats de l'enquête SARP/CISP conduite en 2005. Les migrants sub-sahariens aspirent plus à transiter par l'Algérie que de retourner vers leurs pays d'origine.

## VARIA

L'article de Samer MEHIBEL et Reda Hamza BOUDJANA questionne *L'Algérie et les BRICS : Quelle est la forme de coopération la plus utile pour l'Algérie ?*

Cet article étudie la forme que pourrait prendre la coopération entre les membres des « BRICS + » et examiner la forme qui permettrait à l'Algérie d'en bénéficier en cas d'adhésion future probable. Il met en lumière trois modèles de coopération économique, le modèle de « réseau en anneau », le modèle de « réseau en étoile » et le modèle en « toile d'araignée ». L'hypothèse d'ordre géopolitique conduit à la conclusion que seule la Chine est la bénéficiaire de ce choix et que la forme de coopération entre les membres de l'organisation transite du modèle de « réseau en anneau », considéré comme « gagnant-gagnant » vers un modèle de « réseau en étoile » où la Chine est la seule puissance dirigeante de l'organisation. Ce nouveau mode de coopération n'offre plus les avantages espérés par l'Algérie et risque de faire dévier celle-ci de sa politique des non-alignés.

## RÉFÉRENCES

- Arab Barometer (2023) . Migration in the Middle East and North Africa 2021-2022. <https://www.arabbarometer.org>.
- Fargues, P., Rango, M., Börgnas, E., & Schöfberger I. Eds (2021). *Migration in West and North Africa and across the Mediterranean*. Geneva: International Organisation for Migration (IOM).
- Hadibi, Z. & Musette, M. (2023). La fuite des cerveaux renforce-t-elle ou affaiblit-elle les classes moyennes des pays du Maghreb? *Maghreb-Machrek*, 254-255, 65-81. <https://doi.org/10.3917/machr.254.0065>
- Ratha, D., Chandra, V., Kim, E. J., Plaza, S., & Shaw, W. (2023). *Migration and Development Brief 39: Leveraging Diaspora Finances for Private Capital Mobilization*. Washington, DC : The World Bank.
- UN DESA (2020). United Nations Department of Economic and Social Affairs. Population Division.
- Zapata-Barrero, R., & Awad, I. Eds (2024). *Migrations in the Mediterranean*. IMISCOE Regional Reader. Springer.